

## Avis officiels

## Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. (Aliénation d'immeubles domaniaux). Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 1012. — Administration de la Trésorerie. Emprunt à lots 1938. Tirage du 18 janvier 1974, p. 1013.

## Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 1014. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 8 décembre 1973, n° C 107 et L 339; du 10 décembre 1973, n° C 108; du 11 décembre 1973, n° C 109 et L 340; du 12 décembre 1973, n° L 341; du 13 décembre 1973, n° C 110, L 342 et L 343; du 14 décembre 1973, n° L 344; du 15 décembre 1973, n° L 345; du 17 décembre 1973, n° L 346 et L 347, p. 1014.

## Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones

Chèques postaux, p. 1030.

## Officiële berichten

## Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. (Verreemding van onroerende domeingoederen). Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet op 31 mei 1923, bl. 1012. — Administratie der Thesaurie. Lotenlening 1938. Loting van 18 januari 1974, bl. 1013.

## Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 1014. — Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 8 december 1973, nrs. C 107 en L 339; van 10 december 1973, nr. C 108; van 11 december 1973, nrs. C 109 en L 340; van 12 december 1973, nr. L 341; van 13 december 1973, nrs. C 110, L 342 en L 343; van 14 december 1973, nr. L 344; van 15 december 1973, nr. L 345; van 17 december 1973, nrs. L 346 en L 347, bl. 1014.

## Ministerie van Verkeerswezen en van Posterijen, Telegrafie en Telefonie

Postchecks, bl. 1030.

## LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT

### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

7 DECEMBRE 1973. — Loi modifiant la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique et l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. 1° L'ouverture, le transfert ou la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public sont subordonnés à autorisation préalable accordée au demandeur, personne physique ou morale.

» L'autorisation est personnelle.

» Sans préjudice des règles fixées en vertu des dispositions du présent article, l'autorisation ne devient transmissible qu'au plus tôt cinq ans après l'ouverture de l'officine.

(1) Session 1972-1973.

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 608/1. — Amendements, n°s 608/2, 608/3, 608/4. — Rapport, n° 608/5.

*Annales parlementaires.* — Discussion et vote. Séance du 11 juin 1973.

Sénat

*Documents parlementaires.* — Rapport, n° 385. — Amendements, n°s 386, 387, 391, 397, 408, 409 et 411.

*Annales parlementaires.* — Séances des 3 et 4 juillet 1973.

Session 1973-1974.

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Projet de loi amendé par le Sénat, n° 608/6. — Avis du Conseil d'Etat, 608/7. — Amendements, n°s 608/8 et 608/9. — Rapport, n° 608/10. — Amendements, n°s 608/11, 608/12 et 608/13. — Rapport complémentaire, n° 608/14.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 28 novembre 1973. — Vote. Séance du 6 décembre 1973.

## WETTEN, DECRETEN, BESLUITEN EN AKTEN VAN DE REGERING

### MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID, EN VAN HET GEZIN

17 DECEMBER 1973. — Wet tot wijziging van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie en van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 3. 1° Voor de opening, de overbrenging of de fusie van voor het publiek opgestelde apotheken is een voorafgaande vergunning vereist, toegestaan aan de natuurlijke of de rechtspersoon die de aanvraag doet.

» De vergunning is persoonlijk.

» Onverminderd de regelen bepaald in toepassing van het 6° van het onderhavige artikel wordt de vergunning slechts overdraagbaar ten vroegste vijf jaren na de opening van de apotheek.

(1) Zitting 1972-1973.

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet, nr. 608/1. — Amendementen, nrs. 608/2, 608/3, 608/4. — Verslag, nr. 608/5.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en stemming. Vergadering van 21 juni 1973.

Senaat

*Parlementaire bescheiden.* — Verslag, nr. 385. — Amendementen, nrs. 386, 387, 391, 397, 408, 409 en 411.

*Parlementaire Handelingen.* — Vergaderingen van 3 en 4 juli 1973.

Zitting 1973-1974.

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet gewijzigd door de Senaat, 608/6. — Advies van de Raad van State, 608/7. — Amendementen, nrs. 608/8 en 608/9. — Verslag, nr. 608/10. — Amendementen, nrs. 608/11, 608/12 en 608/13. — Aanvullend verslag, 608/14.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 28 november 1973. — Stemming. Vergadering van 6 december 1973.

» Le Roi fixe, après avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives et pour autant que cet avis Lui soit fourni dans les soixante jours de la demande, les critères qui visent à organiser une répartition des officines pharmaceutiques, en vue d'assurer dans l'intérêt de la santé publique une dispensation adéquate, efficace et régulière des médicaments dans toutes les régions du pays, compte tenu des différentes formes de délivrance.

» Il est statué sur les demandes qui concernent l'ouverture ou le transfert de deux ou plusieurs officines dans un même voisinage selon les critères de préférence arrêtés par le Roi.

» 2° (Sans préjudice des dispositions de l'article 5 de la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique) le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions décide de l'octroi de l'autorisation, sur l'avis motivé d'une commission d'implantation, avis qui est susceptible d'un recours auprès d'une commission d'appel dont l'avis doit également être motivé.

» Le Ministre prend sa décision dans les trois mois qui suivent l'avis définitif.

» La décision du Ministre, contraire à l'avis favorable, est motivée. En cas d'avis défavorable, le Ministre est tenu d'y conformer sa décision.

» 3° Le Roi règle la procédure relative à l'instruction des demandes; l'examen de celles-ci peut être subordonné au payement d'une redevance destinée à contribuer aux frais d'examen de la demande et dont le Roi fixe le montant et les modalités de perception.

» 4° Il est créé deux commissions d'implantation, l'une d'expression néerlandaise, l'autre d'expression française, chargées respectivement de l'examen des demandes relatives à la région de langue néerlandaise et de langue française; les demandes relatives à l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale sont examinées par la commission compétente en raison de la langue dans laquelle elles sont introduites.

» Il est créé une commission d'appel dont la composition permet de traiter les recours dans la langue dans laquelle l'avis de la commission d'implantation est donné.

» Les commissions d'implantation et la commission d'appel sont composées chacune de trois magistrats appartenant d'une part à un tribunal de première instance ou à un tribunal du travail et d'autre part à une cour d'appel ou à une cour du travail.

» Pour chaque membre effectif, il est désigné un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions. Tous les membres sont nommés par le Roi pour un terme de six ans.

» Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement de ces commissions, ainsi que la procédure d'examen des demandes relatives à la région de langue allemande. Il détermine également les délais, les règles de procédure et les modalités de notification des décisions.

» 5° Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, est habilité à fixer, dans l'intérêt de la santé publique et sur l'avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives, les règles suivant lesquelles, avant toute reprise ou fusion d'officines, le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions pourra décider, après l'avis de la commission d'implantation ou le cas échéant, de la commission d'appel, l'arrêt définitif de l'activité d'une officine à céder.

» 6° Le Roi fixe, sur avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les règles permettant de déterminer et d'apprécier la valeur de transmission des éléments corporels et incorporels des officines, ainsi que celles relatives à la surveillance de cette transmission.

» Le Roi fixe, selon les mêmes modalités, les règles relatives à la fusion d'officines.

» 7° Le Roi peut constituer un Fonds dont Il règle l'organisation et le fonctionnement. Ce Fonds, doté de la personnalité juridique, est alimenté par des redevances établies à charge des personnes titulaires d'une autorisation de tenir une officine ouverte au public. Il est géré par des personnes nommées par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions, sur proposition des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives.

» Ce Fonds a pour mission d'indemniser la fermeture d'officines ou d'octroyer des aides à certaines d'entre elles, selon des critères et des modalités fixés par le Roi. »

» De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties en voor zover dit advies Hem binnen zestig dagen na de aanvraag wordt verstrekt, de criteria die erop zijn gericht een spreiding van de apotheken te organiseren ten einde ter bescherming van de volksgezondheid in alle streken van het land een adequate, doeltreffende en regelmatige geneesmiddelenvoorziening te verzekeren, met inachtneming van de verschillende vormen van terhandstelling.

» Over de aanvragen die betrekkingen hebben op de opening of de overbrenging van twee of meer apotheken in dezelfde omgeving, wordt beslist volgens criteria van voorrang door de Koning bepaald.

» 2° Onverminderd de bepalingen van artikel 5 van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie, bevestigt de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, over het toekennen van de vergunning, na gemotiveerd advies van een vestigingscommissie, waartegen beroep kan worden ingesteld bij een commissie van beroep waarvan het advies eveneens gemotiveerd is.

» De Minister neemt zijn beslissing binnen de drie maanden die volgen op het definitief advies.

» De beslissing van de Minister die strijdig is met een gunstig advies, wordt met redenen omkleed. Bij ongunstig advies treft de Minister een daarmee overeenstemmende beslissing.

» 3° De Koning bepaalt de procedure betreffende het onderzoek van de aanvragen; dit onderzoek kan afhankelijk gesteld worden van het betalen van een bedrag bestemd om bij te dragen tot de kosten voor het onderzoek van de aanvragen en waarvan de Koning het bedrag en de inningsmodaliteiten vaststelt.

» 4° Er worden twee vestigingscommissies opgericht, de ene Nederlandstalig, de andere Franstalig, die belast zijn met het onderzoek van de aanvragen die respectievelijk betrekking hebben op het Nederlandstalig en het Franstalig gebied; de aanvragen betreffende het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad worden onderzocht door de commissie die bevoegd is op grond van de taal waarin zij worden ingediend.

» Er wordt een commissie van beroep opgericht waarvan de samenstelling toelaat de beroepen te behandelen in de taal waarin het advies van de vestigingscommissie werd verstrekt.

» De vestigingscommissies en de commissie van beroep zijn ieder samengesteld uit drie magistraten behorende enerzijds tot een rechtbank van eerste aanleg of tot een arbeidsrechtbank en anderzijds tot een hof van beroep of een arbeidshof.

» Voor elk effectief lid worden een of meerdere plaatsvervangers aangewezen die dezelfde vereisten vervullen. Al de leden worden voor een termijn van zes jaar door de Koning benoemd.

» De Koning regelt de organisatie en de werking van deze commissies evenals de procedure voor het onderzoek van de aanvragen betreffende het Duitstalig gebied. Hij bepaalt eveneens de termijnen, de procedureregels en de wijze waarop de beslissingen worden betekend.

» 5° De Koning is gemachtigd, bij een in Ministerraad overlegd besluit, in het belang van de volksgezondheid en op advies van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties, regelen te bepalen op grond waarvan, vooreerst tot de overname of de fusie van apotheken kan worden overgegaan, de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, na advies van de vestigingscommissie of, in voorkomend geval, van de commissie van beroep, tot de definitieve stopzetting van de werking van een over te laten apotheek kan beslissen.

» 6° De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties en bij een in Ministerraad overlegd besluit, de regelen voor het vaststellen en beoordelen van de waarde van overdracht van de lichamelijke en onlichamelijke elementen van de apotheken, evenals de regelen betreffende het toezicht op deze overdracht.

» De Koning bepaalt volgens dezelfde modaliteiten de regelen betreffende de fusie van apotheken.

» 7° De Koning kan een Fonds oprichten waarvan Hij de organisatie en de werking regelt. Dit Fonds, met rechtspersoonlijkheid bekleed, wordt gestijfd door vastgestelde bijdragen ten laste van de vergunninghouders van een voor het publiek opengestelde apotheek. Het is beheerd door personen benoemd door de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, op voorstel van de meest representatieve farmaceutische beroepsorganisaties.

» Dit Fonds heeft als opdracht de sluiting van apotheken te vergoeden of steun te verlenen aan sommige ervan, volgens de criteria en modaliteiten door de Koning bepaald. »

**Art. 2.** Un article 38bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Art. 38bis. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux dispositions de l'article 4, § 3, du présent arrêté ou aux mesures prises pour son exécution.

» Les personnes morales sont civilement responsables du paiement des amendes et frais prononcés à charge de leurs organes ou préposés ».

**Art. 3.** L'article 43, § 1, alinéa unique, du même arrêté royal est complété comme suit :

« En cas de condamnation du chef d'infraction aux dispositions de l'article 4, § 3, ou des mesures prises pour son exécution, le juge peut prononcer la confiscation de tous les médicaments, appareils et instruments servant ou destinés à servir à l'exploitation de l'officine, même si leur propriété n'appartient pas au condamné. »

**Art. 4.** L'article 5 de la loi du 12 avril 1958 relative au cumul médico-pharmaceutique, est remplacé par le texte suivant :

« Afin de protéger la dispensation normale et régulière des soins médicaux à la population de certaines régions rurales, il peut être sursis à l'installation d'une pharmacie si elle est de nature à mettre en péril l'existence des cabinets médicaux.

» Lorsqu'un conseil provincial de l'Ordre des pharmaciens est avisé d'un projet d'installation d'une pharmacie dans une région où existent encore des dépôts de médicaments tenus par des médecins, ce conseil en informe immédiatement les organismes visés à l'article 6, alinéa 2.

» Ceux-ci peuvent faire valoir, dans le mois, les motifs éventuels d'opposition auprès de la commission d'appel prévue à l'article 7 et en informent le conseil provincial de l'Ordre des pharmaciens qui en avise l'intéressé; dans le cas où, dans le délai prévu, aucune opposition ne s'est manifestée, information en est immédiatement donnée au Ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

» Dans un délai de trois mois à compter du jour où elle a été saisie de l'affaire, la commission d'appel rend un avis motivé qu'elle adresse, sans délai, au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

» Lorsque l'avis conclut au bien-fondé de l'opposition, le Ministre est tenu d'y conformer sa décision; dans le cas contraire ainsi que dans le cas où la commission n'a pas rendu son avis dans le délai qui lui est imparti, la demande, préalablement à toute décision, est examinée conformément aux dispositions arrêtées en exécution de l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967, relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales. »

**Art. 5.** La présente loi produit ses effets le 4 juillet 1973.

L'arrêté royal du 27 octobre concernant la répartition des officines ouvertes au public est abrogé le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

L'instruction des demandes d'autorisation d'ouverture, de transfert ou de fusion d'officines ouvertes au public qui, à la date de la publication de la présente loi, ont fait l'objet d'un premiers avis, est poursuivie conformément à la procédure applicable lors de leur introduction.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 1973.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
de l'Environnement et de la Famille,

J. DE SAEGER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

H. VANDERPOORTEN

**Art. 2.** Een artikel 38bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Art. 38bis. Wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van zesentwintig tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen, hij die inbreuk pleegt op de bepalingen van artikel 4, § 3, van het onderhavig besluit of de ter uitvoering daarvan getroffen maatregelen.

» De rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de uitgesproken geldboeten en kosten ten laste van hun organen of hun aangestelden. »

**Art. 3.** Artikel 43, § 1, enige alinea, van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld als volgt :

« In geval van veroordeling wegens inbreuk op de bepalingen van artikel 4, § 3, of van de ter uitvoering daarvan getroffen maatregelen, kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken van alle geneesmiddelen, toestellen en instrumenten dienende voor de exploitatie van de apotheek of ertoe bestemd, zelfs wanneer de veroordeelde er niet eigenaar van is. »

**Art. 4.** Artikel 5 van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie wordt vervangen door de volgende tekst :

« Met het oog op de vrijwaring van de normale en geregelde geneeskundige bijstand aan de bevolking van sommige plattelandstreken, kan de oprichting van een apotheek uitgesteld worden, indien zij het bestaan van de dokterspraktijken in gevaar brengt.

» Wanneer een provinciale raad van de Orde der apothekers op de hoogste gebracht wordt van een plan tot oprichting van een apotheek in een streek waar nog door geneesheren gehouden depots van geneesmiddelen bestaan, licht deze raad onmiddellijk de bij artikel 6, tweede lid, bedoelde lichamen hierover in.

» Deze kunnen binnen een termijn van één maand de eventuele redenen van hun verzet aan de in artikel 7 bedoelde commissie van beroep mededelen en stellen de provinciale raad van de Orde der apothekers hiervan in kennis, die op zijn beurt de betrokkene hiervan verwittigt; indien binnen de gestelde termijn geen verzet is gerezen, wordt de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, daarvan onmiddellijk in kennis gesteld.

» Binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de dag dat zij met de zaak belast werd, brengt de commissie van beroep een gemotiveerd advies uit dat zij zonder verwijl ter kennis brengt van de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

» Besluit dit advies tot de gegrondheid van het verzet, dan is de Minister gehouden tot een eensluidende beslissing; in het tegenovergestelde geval of wanneer de commissie geen advies heeft uitgebracht binnen de haar toebedeelde termijn, wordt de aanvraag, vóór elke beslissing, onderzocht volgens de bepalingen genomen in uitvoering van artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies. »

**Art. 5.** Deze wet heeft uitwerking op 4 juli 1973.

Het koninklijk besluit van 27 oktober 1972 betreffende de spreiding van de voor het publiek opengestelde apotheken wordt opgeheven de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Het onderzoek van de aanvragen tot het bekomen van een vergunning voor de opening, de overbrenging of de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, die op de datum van de publikatie van de onderhavige wet het voorwerp hebben uitgemaakt van een eerste advies, wordt voortgezet volgens de procedure toepasselijk bij hun indiening.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 december 1973.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
Leefmilieu en Gezin,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,